

ETATS GENERAUX DE L'HISTOIRE-GEOGRAPHIE

Paris, samedi 28 janvier 2012

L'APHG a décidé la tenue le 28 janvier 2012 à Paris d'Etats Généraux de l'Histoire-Géographie sous le titre «Pour réformer l'école et la citoyenneté républicaines».

Des Etats Généraux ont déjà eu lieu à son initiative en décembre 1977, dans un contexte bien différent marqué par la réforme Haby créant le collège unique et envisageant la dissolution de l'Histoire-Géographie dans un conglomérat dit de Sciences Humaines.

Force est de constater qu'en l'espace d'une génération, le système éducatif français, malgré d'indéniables réussites, connaît des difficultés grandissantes et que l'Histoire-Géographie a pâti sévèrement de restrictions décidées par les différents pouvoirs en exercice.

Il est clair que la suppression de l'enseignement obligatoire de l'Histoire-Géographie en Terminale S devant être appliquée à la prochaine rentrée scolaire, privant la moitié des élèves de Terminale générale de disciplines éminemment propres à la formation du citoyen à l'âge même où ces élèves accèdent à la citoyenneté politique, est une décision si désastreuse qu'elle oblige l'APHG à poursuivre son combat avec toutes les bonnes volontés reconnaissant cette urgence (sa pétition a recueilli plus de 27 000 signatures) pour l'abrogation de cette suppression. Rien n'est définitivement joué jusqu'au jour de la rentrée 2012.

Plus généralement, c'est l'évolution de l'Histoire-Géographie comme disciplines scolaires, de leur enseignement, de leur portée dans la société actuelle, qui a semblé devoir être au cœur des Etats Généraux du 28 janvier 2012. A cette fin, l'APHG considère que ces Etats Généraux doivent rassembler et mobiliser bien au-delà de son audience présente : il ne s'agit pas de tenir des Etats Généraux de l'APHG mais bien d'organiser ceux de l'Histoire et de la Géographie. En premier lieu impliquer les enseignants d'Histoire-Géographie, du primaire au supérieur, soucieux de s'engager, par-delà leur enseignement sur le « terrain » exercé dans des conditions de plus en plus difficiles, en faveur des disciplines qu'ils ont choisi d'enseigner. En second lieu, sensibiliser et regrouper toutes les

personnes de la société civile qui considèrent au regard de leurs études, leurs goûts, leur réflexion personnelle, leur métier, l'Histoire-Géographie comme des accès essentiels à la culture générale, à l'apprentissage du sens critique, à la formation du citoyen dans le cadre d'une démocratie vivante s'appuyant sur des citoyens non encore devenus « amnésiques aveugles ».

Informers, témoigner, débattre, contester, réfléchir en commun, proposer : autant de tâches majeures qui seront mises en exercice le 28 janvier 2012. Conclues par un Manifeste de l'Histoire et de la Géographie affirmant haut et clair en la période électorale à venir les réalités contrastées du présent et les attentes de l'avenir, les Etats Généraux de l'Histoire-Géographie doivent offrir l'opportunité du rassemblement le plus large au service de « ces deux merveilleuses disciplines qui forment à la citoyenneté locale, régionale européenne et mondiale de jeunes Français – et étrangers- de plus en plus pluriculturels et pas toujours au fait du passé du pays dans lequel ils vivent , des nombreuses civilisations et histoires différentes de la nôtre, de la variété, de la richesse et des problèmes des territoires qui forment la terre » (B. Benoit, Président de l' APHG, éditorial d' Historiens-Géographes n°415, n° juillet-août 2011)

Que ces Etats Généraux nous donnent l'occasion, rare et précieuse, de nous mobiliser en faveur de l'Histoire et de la Géographie afin que celles-ci retrouvent leur juste place au cœur de l'école et de la citoyenneté républicaines.

Éric TILL, ancien Secrétaire Général de l'APHG ; chargé de mission pour la préparation des Etats Généraux.

26 septembre 2011